



MISSION REGIONALE D'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE
D'ALSACE CHAMPAGNE-ARDENNE LORRAINE

DECISION

**RELATIVE A UN DOCUMENT D'URBANISME RELEVANT
D'UN EXAMEN AU CAS PAR CAS EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 104-16
DU CODE DE L'URBANISME**

Commune de Colmen : projet de carte communale

Le PRÉSIDENT de la MISSION d'AUTORITE REGIONALE ENVIRONNEMENTALE

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-2, R. 104-16 et R. 104-28 ;

Vu la demande d'examen au cas par cas (y compris les informations transmises), présentée le 31 mai 2016 par la communauté de communes du Bouzonvillois, relative à l'élaboration de la carte communale de la commune de Colmen ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé en date du 9 juin 2016 ;

Considérant que le projet consiste en l'élaboration de la carte communale (CC) ;

Considérant que deux zones d'extension de l'urbanisation sont prévues en continuité des parties actuellement urbanisées de la commune ;

Considérant que le projet préserve les haies, boisements et forêts qui contribuent à la trame verte et bleue et que l'espace agricole est majoritairement inscrit en zone inconstructible ; que la zone humide autour du cours d'eau est préservée de l'urbanisation ;

Considérant qu'au regard des éléments fournis par la commune, l'élaboration du PLU n'est pas susceptible d'entraîner d'incidences notables sur l'environnement ;

Sur proposition de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Alsace, Champagne-Ardennes, Lorraine ;

DECIDE

Article 1er :

En application de la section trois du chapitre IV du titre préliminaire du livre premier de la partie réglementaire du code de l'urbanisme, l'élaboration de la CC de Colmen n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme, ne dispense pas des autorisations administratives et/ou des procédures de consultation auxquelles les projets permis par le document d'urbanisme peuvent être soumis.

Article 3 :

La présente décision sera mise en ligne sur le site internet dédié, donnant accès aux rubriques de l'Ae et de la MRAe.

Metz, le 6 juillet 2016

Le président de la MRAe,



Alby SCHMITT

Voies et délais de recours

1) Vous pouvez déposer **un recours administratif** avant le recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision.

En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale de la mention du caractère tacite de la décision.

L'absence de réponse au recours administratif à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Le recours administratif peut être un recours gracieux adressé à l'auteur de la décision :
Monsieur le président de la Mission régionale de l'Autorité environnementale
CEREMA
1 boulevard de la Solidarité
Metz Technopôle
57076 METZ cedex3

2) **Le recours contentieux** doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet du recours administratif. Il peut aussi être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la présente décision.

Le recours contentieux doit être adressé au :
Tribunal administratif de STRASBOURG
31 avenue de la Paix
67000 STRASBOURG